

femmes plurielles

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2241
P405257

Dépôt Bruxelles X

publication des Femmes Prévoyantes Socialistes • Trimestriel numéro 20 • Décembre 2007

Avec le soutien du Service de
l'Éducation permanente de la
Communauté française

En campagne !

*Au cours de sa vie, une femme sur cinq est victime de violences.
Portons le ruban blanc*

« Je hais les féministes » avait hurlé un forcené avant de tirer à bout portant sur 14 jeunes filles de l'Université de Montréal. C'était le 6 décembre 1989. Depuis lors, le 6 décembre est devenu au Canada la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes. Depuis lors également, des hommes ont décidé de militer contre la violence que les hommes font subir aux femmes en proposant aux autres hommes d'arborer un ruban blanc pendant la période du 25 novembre (Journée internationale contre la violence faite aux femmes) au 6 décembre. Porter un ruban blanc signifie s'engager personnellement à ne jamais commettre un acte de violence contre une femme et à ne jamais cautionner par son silence des actes de violence contre des femmes faits par d'autres hommes.

Québécoise à l'origine, la campagne du Ruban blanc a gagné progressivement l'Europe. Depuis quelques années, en raison de leur engagement contre les violences faites aux femmes, les Femmes Prévoyantes Socialistes relaient cette campagne. Objectif : sensibiliser un maximum de personnes, et en particulier les hommes, à la problématique des violences faites aux femmes.

De Bruxelles à Liège en passant par Mons et Verviers, chaque régionale FPS s'est donc impliquée dans la campagne du ruban blanc. A Charleroi, les activités de la campagne ont été organisées dans le cadre de la Plate-Forme contre les Violences Conjugales de Charleroi (<http://plateformeviolence-conjugale-rubanblanc.skynetblogs.be>). Pendant la quinzaine, le ruban blanc a été distribué dans les boîtes de nuit, dans les gares, dans les trains, dans les administrations communales, sur les marchés, etc. Les centres de planning familial des FPS, les écoles de promotion sociale, mais aussi les Mutualités socialistes ont adhéré à cette campagne. Par ailleurs, le partenariat noué l'an dernier avec le Bureau des Femmes de la FGTB s'est encore intensifié : plusieurs régionales ont relayé la campagne et le secteur Cheminots de la FGTB a accepté de porter le ruban blanc le 28 et le 29 novembre. Même Manneken-Pis a montré l'exemple en arborant le ruban blanc du 26 au 28 novembre.

Après une quinzaine de diffusion du ruban blanc, la campagne s'est clôturée par une matinée d'information et de débats sur la circulaire « Tolérance zéro ». Depuis septembre 2004 à

Liège, depuis avril 2006 dans tous les arrondissements du pays, cette circulaire est d'application. Elle vise à améliorer l'efficacité des services judiciaires et police en matière de violence conjugale. Des professionnels de l'arrondissement judiciaire de Charleroi sont venus faire état de son efficacité et de sa mise en place sur le terrain.



Laïcité et démocratie : deux exigences inséparables

Françoise Claude, Service études du secrétariat général des FPS

Octobre 2007 : Joseph Ratzinger, le pape catholique, réclame pour les pharmaciens le droit « de ne pas collaborer à la fourniture de produits ayant pour but des choix clairement immoraux, comme l'avortement et l'euthanasie ». Un pharmacien belge, qui pratiquait déjà ainsi depuis longtemps, se trouve ainsi confirmé dans ses choix irresponsables. Au nom de son appartenance à la religion catholique, il refuse en effet de vendre tout moyen contraceptif ou même des préservatifs. Bien que l'ordre des pharmaciens l'ait désavoué, il maintient ses agissements ; sa pharmacie est toujours ouverte et il continue donc de percevoir de la Sécurité sociale, comme si de rien n'était, les remboursements pour les autres médicaments qu'il délivre.

Septembre 2007 : les évêques espagnols s'opposent au contenu du cours d'« éducation à la citoyenneté » qui aborde entre autres l'homosexualité, le droit au divorce et à la contraception, l'égalité des sexes. Malgré quelques protestations de forme, le gouvernement reste vague quant au programme que les enseignants doivent délivrer, leur laissant le choix des messages. Et dans le même temps il augmente le financement public de l'église catholique...

Août 2007 : la Cour de cassation italienne confirme l'acquiescement des parents et du frère d'une jeune femme séquestrée et battue par eux parce qu'elle menait une vie trop libre à leur goût. Les juges italiens ont justifié leur décision par le fait qu'ils considéraient que Fatima avait tort d'avoir « un style de vie non conforme à leur culture ».

Août 2007 : dans de nombreuses communautés mormones au Canada, la polygamie, bien qu'officiellement interdite, est toujours pratiquée à grande échelle. Le gouvernement se dit impuissant, car les mormons invoquent la liberté religieuse...

Août 2007 : une trentaine de soldats de l'armée israélienne refusent d'obéir aux ordres de leurs supérieurs car il s'agit d'évacuer de force des colons juifs installés illégalement dans des propriétés palestiniennes. Ils obéissent ainsi à certains rabbins selon lesquels la loi de Dieu a la primauté sur la loi humaine. Il serait donc interdit à des juifs de lever la main sur d'autres juifs « même si un tribunal prétend le contraire ». L'armée n'en sanctionne que quelques-uns, et assez mollement.

Juillet 2007 : les électrices canadiennes dont le visage est couvert pour des motifs religieux peuvent voter sans se dévoiler ; elles peuvent « prouver » leur identité soit par leurs papiers soit par le témoignage de personnes qui les connaissent... C'est aussi au Canada (Ontario) que les décisions des tribunaux islamiques en matière familiale

ont bien failli être reconnues comme juridiquement valables. Ce n'est que grâce à un vaste débat démocratique, porté entre autres par des femmes musulmanes, que cela a pu être évité. Cela se passe en 2006-2007.

Mars 2007 : avant d'être (heureusement) dessaisie du dossier, une juge allemande refuse à une citoyenne d'origine marocaine la procédure accélérée de divorce prévue par le droit allemand en cas de violences conjugales. Sa motivation ? Une citation du Coran et les origines culturelles du couple...

Décembre 2006 : l'Assemblée générale de l'ONU diffuse une résolution destinée à combattre la « diffamation des religions » et recommande aux Etats que « le droit à la liberté d'expression soit soumis à des restrictions légales qui fasse droit au respect des religions et des croyances ».

Très présents à l'ONU, on sait que les lobbies religieux sont très implantés également dans certains nouveaux Etats membres de l'Union européenne, comme la Pologne ou la Slovaquie, et que le Vatican et diverses officines qui en sont proches exercent un lobbying agressif et menaçant sur les élus du Parlement européen afin d'influencer leur vote.

On connaît aussi l'influence grandissante des fondamentalistes aux Etats-Unis, et leur croisade, soutenue par certains Etats, contre l'enseignement de l'évolutionnisme (théorie de Darwin, contraire à la Bible qui est « créationniste ») dans les écoles.

Ces exemples, tous actuels, sont loin d'être uniques : une lecture assidue de la presse permet d'en découvrir de nouveaux très régulièrement. Ils se situent tous dans des pays démocratiques et économiquement riches. Ils ont également tous en commun de révéler non seulement l'omniprésence des offensives des milieux religieux tendant à limiter les libertés démocratiques et les droits fondamentaux, mais aussi une certaine mollesse dans la réaction des autorités publiques, voire même parfois leur soutien actif. Les menaces pesant sur les principes de la laïcité et des droits de l'Homme dans nos pays sont donc loin d'être des chimères.

Et nous les femmes sommes les premières concernées. Les grandes religions, et généralement toutes les grandes philosophies, partout dans le monde, ont toutes et toujours marché la main dans la main avec le patriarcat. La religion chrétienne, qui va jusqu'à ériger le père en divinité – ou l'inverse, ce qui revient au même – en est sans doute l'exemple le plus frappant. Ce n'est que grâce à la perte d'influence du christianisme que les femmes occidentales ont petit à petit acquis la reconnaissance de leurs droits



(à l'éducation, à l'autonomie, à l'égalité juridique, à la libre disposition de leur corps...). En tant que Mouvement de femmes, nous ne pouvons donc que nous inquiéter de cette recrudescence du religieux, et de la bienveillance qu'elle suscite chez beaucoup.

Certes, la situation des femmes des pays occidentaux est loin d'être parfaite, le combat pour l'égalité des sexes est loin d'être terminé. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler les inégalités salariales, la nette minorité des femmes des postes de décision les plus importants, l'absence de partage des tâches familiales, l'image stéréotypée et dégradante des femmes dans la publicité, la violence qui s'exerce chaque jour sur elles, etc. Si inachevés qu'ils soient, si imparfaits que soit aujourd'hui l'égalité des sexes dans notre pays, ces droits reviennent pourtant à toutes les femmes dans le monde et en Belgique, quelles que soient leur religion ou leurs origines culturelles. Défendre le contraire irait à l'encontre de toute idée de la démocratie.

Ne nous en cachons pas : la pente la plus facile, et la plus fréquente, quand on parle de laïcité et de rapports hommes/femmes, est d'abord de faire référence à l'islam, même si on se cantonne à l'espace européen. On voit bien pourtant que les autres religions peuvent être tout aussi dominatrices et tout aussi opposées à l'égalité des sexes.

En outre, les exemples italien et allemand relatés ci-dessus autorisent à se poser la question : les questions de l'islam et de l'immigration ne sont-elles pas en fait instrumentalisées par des européens anti-démocrates, à des fins d'abord européennes ? Sous couvert de

« respect des cultures », on réintroduit l'idée que les religions ont leur mot à dire dans le droit et dans les politiques menées. En se servant de l'islam, c'est la laïcité elle-même que certains remettent ainsi en question dans ses fondements, ainsi que la démocratie et les principes d'égalité de tous et de toutes. En d'autres termes, autant que cette frange des religieux qui veulent imposer leur dogme aux politiques, ce sont les belles âmes qui battent en brèche les principes démocratiques sous prétexte de construire une société « multiculturelle » qu'il faut également combattre. On peut respecter les cultures et la liberté religieuse, on peut se réjouir du brassage des populations, on peut refuser le racisme sans pour autant admettre la remise en question des droits de l'Homme. Tirer argument d'un droit de l'Homme (la liberté religieuse) pour en miner d'autres est un piège dans lequel nos démocraties ne doivent pas tomber.

D'ailleurs, beaucoup de gens de religion ou de filiation chrétienne, musulmane ou juive (l'immense majorité d'entre eux, à vrai dire) ne demandent surtout pas de dérogations au droit commun sous des prétextes religieux ou culturels. Ce n'est le fait que de certains professionnels du culte qui aimeraient être considérés comme les représentants de leur « communauté » (?), voire comme leurs leaders. L'empressement de certaines autorités publiques et de certains médias à les désigner comme tels et à leur donner la parole à la moindre occasion est en elle-même suspecte, voire dangereuse. Tout comme leur propension à aller au-devant de demandes non encore exprimées ou exprimées par des groupes minoritaires et extrémistes.

Sexualité : nos ados sont-ils tolérants ? Une enquête, une brochure

Frédérique Herbigniaux, Service Études et Projets des FPS

La Fédération des Centres de planning familial des FPS réalise chaque année une enquête auprès des jeunes rencontrés par les centres. En 2007, cette enquête a porté sur la perception de l'homosexualité chez les jeunes.

620 répondants à Bruxelles et en Wallonie, âgés de 13 à 21 ans ont été interrogés : Comment perçoivent-ils les personnes homosexuelles ? Sont-ils tolérant(e)s envers elles ? Acceptent-ils de faire des sorties avec des personnes d'une autre orientation sexuelle ? Quels sont les stéréotypes entretenus vis-à-vis de l'homosexualité ? Voici quelques questions parmi d'autres qui leur ont été adressées. Passons en revue les attitudes des jeunes envers les personnes homosexuelles et les stéréotypes qu'ils véhiculent à leur sujet.

En ce qui concerne les attitudes des jeunes envers des personnes homosexuelles, l'enquête a montré que 30 % des jeunes sont choqués et 30 % sont mal à l'aise face à un couple de gays qui s'embrassent. Ils sont 50 % à se dire à l'aise lorsqu'il s'agit d'un couple de lesbiennes. D'une manière générale, au travers de l'ensemble de l'enquête, nous avons pu constater que l'homosexualité embarrasse plus les garçons que les filles. Et, l'homosexualité masculine dérange plus que l'homosexualité féminine. Cette dernière serait-elle dès lors mieux tolérée ? Peut-être simplement se "voit"-elle moins ? Lorsqu'on demande aux jeunes si «une femme a besoin d'un homme pour avoir des relations sexuelles», ils sont presque la moitié à marquer leur accord. Deux femmes ensemble ne pourraient donc pas avoir de sexualité. C'est sans doute à cause de cette « invisibilité » que l'homosexualité féminine choque moins.

Toujours au niveau des comportements, 1 jeune sur 3 n'accepterait pas de faire une sortie avec une personne homosexuelle. Plus d'1 jeune sur 4 ne voudrait pas non plus faire du sport ou avoir un-e meilleur-e ami-e homosexuel-le. Cela sous-entend une discrimination pour une grande partie des jeunes et un comportement de rejet explicitement exprimé. Les garçons sont systématiquement plus nombreux que les filles, à nouveau, à exprimer leur désaccord quant à pratiquer ces activités avec des personnes homosexuelles. Nous avons également pu observer que plus la personne était proche de la sphère privée du jeune, plus son homosexualité le dérangerait. Avoir un parent homosexuel reste,

pour eux, quelque chose de très choquant.

Examinons à présent les stéréotypes véhiculés par les jeunes à propos de l'homosexualité. Un jeune sur 5 trouve que les lesbiennes sont masculines tandis que la moitié d'entre eux sont d'avis de dire que « les gays sont tous efféminés ». Le lien entre « apparence », sexe biologique, attitudes et orientation sexuelle est toujours très stéréotypé. Celui ou celle qui déroge à la règle continue de déranger une société « cliché ».

En ce qui concerne les stéréotypes liés à la vie de couple, les réponses sont encore plus interpellantes : la moitié des jeunes pensent que dans un couple homosexuel, une personne joue le rôle de la « femme » et l'autre de « l'homme ». Cette affirmation est confirmée par les résultats à propos du mariage homosexuel : 3 filles sur 4 trouvent en effet normal que les homosexuels puissent se marier alors que plus de la moitié des garçons ne sont pas d'accord. Ils considèrent donc certainement que le mariage doit rester l'union d'un homme et d'une femme. Pour élever un enfant, plus de la moitié des jeunes, dont une plus grande proportion de garçons, pensent que l'orientation sexuelle a une impor-

tance. Par ailleurs, 2 jeunes sur 5 ne trouvent pas l'homosexualité normale. Par contre, peu d'entre eux considèrent qu'il s'agit d'un phénomène de mode. A ce sujet, les idées reçues commencent à s'effacer.

Les stéréotypes sur la sexualité des homosexuels sont encore présents : pour environ un quart des jeunes, l'idée des homosexuels ont une vie sexuelle très active est encore prégnante tout comme l'idée selon laquelle les homosexuels draguent tout le temps. Les jeunes n'associent cependant plus homosexualité et SIDA, et donc une conception de leur sexualité comme étant « à risques ».

Enfin, en additionnant l'ensemble des réponses, nous avons pu remarquer que les filles sont plus tolérantes que les garçons envers les personnes homosexuelles. Les jeunes suivant les cours de religion islamique sont également moins ouverts face aux orientations sexuelles diverses. Nous avons également pu constater que les jeunes de l'enseignement professionnel répondaient parfois de manière plus stéréotypées que les jeunes du technique ou du général. Bref, cette enquête a montré que les jeunes sont moins tolérants qu'on ne le pourrait croire. Il y a encore du boulot !

Quelques résultats interpellants :

- Quand ils entendent « homosexualité », les jeunes pensent majoritairement aux hommes, citent des insultes et parlent aussi d'amour.
- L'homosexualité masculine choque 31 % des jeunes et elle dérange surtout les garçons.
- 3 garçons sur 10 pensent que les homosexuel-les essaient d'influencer l'orientation sexuelle des hétérosexuels.
- 50 % des jeunes pensent qu'il est facile d'être homosexuel aujourd'hui.
- 1 garçon sur 4 pense que les lesbiennes sont toutes masculines.



Ces constats ont poussé la Fédération et l'asbl MJT (Latitude Jeunes à partir du 1er janvier 2008) à éditer une brochure destinée aux jeunes afin de promouvoir un discours de tolérance. « JE SUIS MOI... Diversité et tolérance en matière de sexualité » souhaite offrir aux jeunes la possibilité de réfléchir aux stéréotypes associés aux orientations sexuelles mais aussi à toutes sortes de normes en matière de sexualité : pourquoi certaines relations amoureuses ou pratiques sexuelles nous dérangent ? Est-il possible de suivre un autre modèle ? Suis-je pour autant anormal-e ?

La brochure aborde également la façon dont l'éducation, la société, les médias, nous influencent et nous placent dans un moule définissant le rôle des hommes et des femmes.

Pour commander ou consulter l'enquête :

www.femmesprevoyantes.be/cpf

Pour commander la brochure « Je suis moi » :

www.femmesprevoyantes.be/cpf

Voir aussi www.ifeelgood.be

Par téléphone : Secrétariat général des FPS

place Saint Jean ½ - 1000 Bruxelles

02/515 04 01 - fps@mutsoc.be

Power4you, de l'énergie moins chère et plus verte

C'est une réalité : l'énergie coûte de plus en plus cher. Parce que son coût est élevé et pour des raisons liées au développement durable, nous préférons mettre un pull plutôt qu'augmenter le thermostat, prendre une douche plutôt qu'un bain et que nous souhaitons un hiver très doux. Réduire notre facture d'énergie est devenu une de nos préoccupations les plus importantes. Oui, mais comment ? Tout seul c'est impossible, mais si nous sommes des dizaines, voire plus, c'est possible ! C'est le principe de Power4you, une nouvelle initiative soutenue par les FPS. Explications.



Rappel des faits : depuis le 1er janvier 2007, le marché du gaz et de l'électricité est libéralisé. Il s'est ouvert à la concurrence pour mettre fin au monopole du fournisseur historique (Electrabel) sur le marché de l'énergie en Belgique et favoriser l'émergence de prix compétitifs. Concrètement, cela signifie que vous pouvez désormais choisir votre fournisseur de gaz et d'électricité qui va vous vendre directement l'électricité/le gaz qu'il a produit ou qu'il a acheté à d'autres producteurs. Vous avez peut-être décidé de garder votre ancien fournisseur ou vous avez profité pour changer.

Près d'un an après la libéralisation, les consommateurs que nous sommes tous, trouvent que la pilule est plutôt amère à digérer. A l'inverse des effets attendus de la libéralisation, la baisse des prix n'a pas eu lieu, que du contraire même : les prix ont bel et bien augmenté. En plus, c'est très compliqué de s'y retrouver : il faut être attentif à toute une série de choses (durée du contrat,

prix fixe ou prix variable, droits des consommateurs, etc.). Et, récemment, Electrabel a annoncé une augmentation de prix de l'ordre de 15 à 20%.

Suite à cette annonce, le 5 septembre 2007, des organisations de consommateurs et des associations réunies au sein du CRIOC (Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs) ont lancé la coopérative Power4you. Son objectif : obtenir de l'énergie verte (c-à-d créée par des sources d'énergie renouvelables et écologiques comme les éoliennes) à des prix compétitifs. Pourquoi ? Parce que l'accès à l'énergie est un droit élémentaire au même titre que l'accès à l'eau, à la santé... Se chauffer ne doit pas être un luxe ! Comment cela fonctionne ? En regroupant les commandes d'un grand nombre de consommateurs membres des associations qui soutiennent la coopérative, Power4You peut négocier les meilleures conditions pour chacun. Ces achats collectifs sont moins chers que les achats individuels... bref,

l'union fait la force ! Le CRIOC a prospecté le marché qui a finalement été emporté en raison de différents critères environnementaux, sociaux et de prix, par le fournisseur Lampiris.

Soucieuses de l'intérêt des consommateurs et à l'instar d'autres associations (FGTB, Ligue des familles...), les FPS ont décidé d'être partenaires de Power4you.

Vous souhaitez que votre facture de gaz et d'électricité diminue ? C'est très simple : en tant que militante FPS, membre de la Mutualité socialiste, vous pouvez bénéficier des avantages de Power4you en utilisant le code des FPS (P4U221). Ce code est le sésame qui vous permet de faire partie de la coopérative.

Power 4 you, en résumé

Power 4 you est une coopérative lancée par le CRIOC. Il s'agit d'une initiative permettant aux consommateurs de bénéficier d'une réduction de leur facture de gaz et d'électricité.

Quels sont les avantages ?

- **Le prix** : un fournisseur (la société Lampiris) qui fait une offre très concurrentielle : - 13% en moyenne par rapport à l'offre du fournisseur de référence (Electrabel). Ce prix se compose d'une réduction de 15 euros en cas de domiciliation et aussi d'une ristourne de 2,5% sur le prix de l'énergie (hors prix taxes et charges de distribution). Ce prix est fixe pour l'électricité pendant toute la durée du contrat : 1 an, 2 ans ou 3 ans.

- **L'éthique** : 100% d'énergie verte pour l'électricité. Un service de médiation et de gestion des plaintes géré par le CRIOC.

- **Les services** : un numéro d'appel traitant vos demandes dans les 3 langues nationales et un site web destiné au consommateur : www.power4you.be

Concrètement, comment en profiter ?

C'est très simple. Comme militante FPS ou membre de la Mutualité socialiste, vous pouvez profiter de cette offre dès aujourd'hui !

Mode d'emploi

1. Prenez une facture de gaz et/ou d'électricité récente.

2. Notez le code EAN (54...) et votre numéro de compteur qui se trouvent sur votre facture.

3. Prenez note du code réservé aux FPS : **P4U221**.

4. Une fois que vous avez ces données, vous pouvez soit vous inscrire via le site internet www.power4you.be ou appelez le numéro gratuit **0800/39839**.

5. Suivez les instructions.



Les Femmes Prévoyantes Socialistes près de chez vous

www.femmesprevoyantes.be

Tournai-Ath-Moucron
rue du Fort, 48 - 7800 Ath
Tél. : 068/26.42.85

Mons-Borinage
av des Nouvelles Technologies, 27 - 7080 Frameries
Tél. : 065/37.77.11

Brabant Wallon
place Bosch, 24 - 1300 Wavre
Tél. : 010/24.37.24

Bruxelles
rue du Midi, 120 - 1000 Bruxelles
Tél. : 02/546.14.07

Centre et Soignies
rue Ferrer, 114 - 7170 La Hestre
Tél. : 064/27.94.11

Charleroi
avenue des Alliés, 2 - 6000 Charleroi
Tél. : 071/20.86.11

Dinant-Philippeville
rue des Combattants, 9 - 5650 Walcourt
Tél. : 071/66.24.82

Liège
rue Douffet, 36 - 4020 Liège
Tél. : 04/341.62.11

Luxembourg
place de la Mutualité, 1 - 6870 Saint-Hubert
Tél. : 061/23.12.33

Namur
chaussée de Waterloo, 182 - 5002 Saint-Servais
Tél. : 081/72.93.57

Verviers
pont Saint-Laurent, 25 - 4800 Verviers
Tél. : 087/31.39.21